

vendredi, 10 septembre 2010

Est-ce bien raisonnable ? : 15 350 euros pour scolariser un "dur-à-cuire"...

A l'heure où nos déficits sont si grands, et où tant de besoins sont insatisfaits, oui, vraiment, nous pensons qu'il est utile et pertinent de poser la question : est-ce bien raisonnable.....

Scolariser les élèves "les plus durs" coûtera à l'Etat - c'est-à-dire à nous, les contribuables !... - le double de ce qui est consacré aux autres enfants. Les tous nouveaux *Établissements de réinsertion scolaire (ERS)* que l'Education nationale ouvre cette année pour scolariser ces collégiens très perturbateurs représentent un choix politique onéreux : 15.350 euros euros par élève, rien que ça ! Une paille !....

A titre de comparaison, en France, la dépense moyenne par élève ou étudiant est de 7 470 euros, soit la moitié moins. Un élève du premier degré ne "coûte" que 5 350 euros, un collégien 7 930 euros, un lycéen 10 490 euros, un étudiant 8 970 euros. Même un élève de classe préparatoire est plus "économique" : 13 880 euros.

*"CELA COÛTE TRÈS CHER, C'EST VRAI"....*

Les ERS accueilleront "pour une durée d'au moins un an", de quinze à trente élèves âgés de 13 à 16 ans. Ces jeunes suivront une scolarité adaptée, feront du sport, seront familiarisés au monde du travail tout comme aux codes sociaux et bénéficieront d'un "encadrement très renforcé".

"Cela coûte très cher, c'est vrai", reconnaît Eric Ciotti, président UMP du conseil général des Alpes-Maritimes, qui ouvre aujourd'hui le premier ERS de France, à Tende, petite ville de la vallée des Merveilles dans le massif du Mercantour. D'autant qu'à ce coût de scolarisation s'ajoute celui des locaux. Celui de Tende représente un investissement de 3 millions d'euros pour le département. Mais, justifie M. Ciotti, "il s'agit de faire en sorte que la violence ne s'installe pas au cœur de l'école et de donner une seconde chance à ces élèves".

C'est en effet l'objectif de ces internats, dont la création a été annoncée en mai par Nicolas Sarkozy. Le chef de l'Etat en a promis une vingtaine d'ici la fin de l'année scolaire. L'idée est d'accueillir ces élèves qui "rendent la vie impossible" dans les collèges où ils sont scolarisés et "dont personne ne veut", selon les expressions de Nicolas Sarkozy.

Et si on libérait plutôt ces enfants à quatorze ans, pour qu'ils deviennent apprentis ? Comme cela se faisait "avant" (avant Meireu, avant le pédagogisme, *avant...*), lorsque la scolarité n'était obligatoire que

jusqu'à quatorze ans; avant qu'une loi folle - mais surtout idéologique... - l'ait rendu obligatoire jusqu'à seize.....

Et si on arrêta*t d'enfermer* ces enfants qui n'ont ni le goût, ni l'envie ni les moyens d'aller à l'Ecole ? Leurs moyens et leurs capacités sont *ailleurs*, et ils vivent l'école comme une prison : est-ce en se ruinant pour continuer à les contraindre d'être là où ils ne veulent pas être qu'on y arrivera ?...

Et si on arrêta*t de délirer*, tout simplement ?.....